

Intitulé de poste

Coordonnateur-trice de politiques publiques
Chargé-e de mission régional(e) Hauts-de-France / Grand-Est/ Nouvelle Aquitaine

Famille professionnelle CGET : élaboration, coordination et déploiement des politiques publiques en faveur des territoires

Emploi type, fiche de poste de référence CGET : coordonnateur de politiques publiques et chargé(e) de projet

Date de publication	18 décembre 2018
Auprès	Mission de la contractualisation et des partenariats territoriaux
Lieu de travail	20 avenue de Ségur Paris 7e
Catégorie	A - Titulaire ou contractuel
Corps / grade	Attaché(e) d'administration ou cadre d'emploi équivalent IFSE : groupe 4
Positionnement hiérarchique	N+1 : responsable de la mission de la contractualisation et des partenariats territoriaux N+2 : directeur du développement des capacités des territoires

Missions de l'entité

Au sein de la DDCT, dans une position transversale qui la conduit à travailler avec toutes les équipes de la direction et des autres directions, la mission de la contractualisation et des partenariats territoriaux est en charge des démarches de contractualisation et de l'animation territoriale aux différentes échelles. Par son positionnement au cœur des problématiques État-collectivités territoriales, la mission développe une connaissance fine des acteurs territoriaux et de leurs relations, des politiques territoriales (de celles du CGET à celles des collectivités territoriales) et de leurs effets, et exerce une veille dynamique ainsi qu'une fonction d'alerte en matière d'actualité socio-économique des territoires.

Missions caractéristiques du poste

Le chargé de mission régional a en charge un portefeuille de trois régions : Hauts-de-France, Grand-Est et Nouvelle Aquitaine.
Il assure un suivi territorialisé aux différentes échelles, en lien avec les services déconcentrés de l'État, les acteurs territoriaux et les élus, et développe une expertise territoriale par une connaissance fine des politiques et des acteurs concernés.
Il assure le suivi des politiques contractuelles territoriales dont le CGET assure la coordination interministérielle, en particulier la démarche impulsée sur le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais ou encore le contrat de développement territorial pour Calais et le Calaisis, le Plan Particulier pour la Creuse ou le Contrat de développement des Ardennes ainsi que le projet Cigéo en région Grand-Est.
Il contribue aux réflexions sur l'évolution des CPER et de la politique contractuelle de l'Etat, notamment dans le cadre de la mise en place de la nouvelle Agence nationale de Cohésion des Territoires.

Activités	Niveau de déploiement	
	Occasionnel	En continu
Assurer le suivi des politiques contractuelles pilotées par le CGET, en lien avec les services déconcentrés de l'État et les autres directions du CGET : - suivre les négociations et la mise en œuvre des CPER - assurer l'articulation avec les autres politiques pilotées par le CGET (contrats de ruralité, contrats de ville, Action cœur de ville, Territoires d'industrie...)		x
Animer l'interface entre le niveau central et les territoires : - appuyer les services déconcentrés de l'État, en particulier les SGAR, dans la mise en œuvre des orientations nationales - accompagner les acteurs territoriaux, dont les élus, à travers des missions d'appui et un apport en ingénierie notamment - participer aux instances locales et développer des partenariats au niveau régional, infrarégional ou interrégional - contribuer aux réflexions sur l'évolution des CPER et de la contractualisation dans le contexte de création de l'Agence nationale de la cohésion des territoires		x
Produire et exploiter des éléments de diagnostic, d'analyse et de synthèse, à partir des ressources existantes et des contacts de terrain : - élaborer des dossiers régionaux, des notes d'enjeux et de contexte - contribuer aux projets d'études et d'expérimentations		x
Assurer une veille territoriale : - suivre l'actualité des régions et l'évolution des politiques territoriales et démarches stratégiques régionales - alerter sur des situations de décrochage potentiel et les capacités de rebond des territoires		x
Organiser le pilotage et le suivi de démarches contractuelles territoriales et de projets régionaux spécifiques : - participer à la concertation interministérielle pour des territoires visés par une action spécifique coordonnée par le Gouvernement - assurer le suivi de la mise en œuvre des démarches spécifiques (en particulier contrat de développement territorial pour Calais et le Calaisis, le contrat de l'Amiénois, l'Engagement pour le renouveau du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, le contrat triennal de Strasbourg, le projet Cigéo, le Plan particulier pour la Creuse, le Pacte Ardennes, le Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache...) - suivre la mise en œuvre du CPER et de ses volets territoriaux		x
Promouvoir les innovations territoriales et les bonnes pratiques : - favoriser les échanges entre les acteurs, notamment au niveau interrégional, et développer les projets partenariaux - identifier les enjeux territoriaux, les sujets et les territoires susceptibles de faire l'objet d'expérimentations	x	
Assurer le suivi de l'établissement public d'aménagement Alzette-Belval - participer aux instances (réunion des administrateurs de l'État, conseils d'administration...) - assurer le suivi des projets d'aménagement.		x

Savoirs formalisés (Connaissances et savoirs techniques)	Niveau de qualification			
	Initiation	Pratique	Maitrise	Expertise
Connaissance de l'environnement institutionnel (organisation et processus de décision des institutions publiques territoriales, nationales, communautaires)			x	
Compréhension du système d'acteurs et des réseaux dans le cadre des politiques publiques concernées			x	
Connaissance des dynamiques territoriales et des politiques publiques associées			x	
Règles méthodologiques concernant la rédaction de notes, rapports, discours et autres supports			x	
Outils informatiques (suite type Office, gestion de bases de données...)			x	
Connaissance des outils de diagnostic, d'analyse comparative et de prospective		x		
Techniques de communication		x		
Principes de gestion en mode LOLF	x			
Fonctionnement des agences ou établissements publics		x		

Savoirs d'action (Savoir-faire et savoirs d'expérience)	Niveau de qualification			
	Initiation	Pratique	Maitrise	Expertise
Capacité à travailler en équipe et avec des acteurs en réseau				x
Mobilisation des sources d'information et de veille autour des politiques publiques			x	
Aisance rédactionnelle et capacité de synthèse d'informations			x	
Conduite de projets et d'expérimentations		x		
Animation de réunions, de formations, d'événements		x		
Négociation, arbitrage		x		

Réseau relationnel	Niveau de sollicitation	
	Occasionnel	En continu
Equipes de la mission et du CGET		x
Services des ministères	x	
Services des préfectures		x
Cabinets ministériels	x	
Services des collectivités	x	
Associations d'élus	x	
Réseaux professionnels	x	
Réseaux associatifs	x	

Formation (diplômes, certificats...)	• Formation supérieure en science politique, aménagement du territoire ou développement local
Expérience (ancienneté, qualifications...)	• Première expérience en collectivité territoriale ou en service déconcentré de l'Etat
Conditions particulières d'exercice	• Poste vacant au 1^{er} mars 2019

Personnes à contacter et modalités d'envoi des candidatures

Nicolas DELAUNAY

Responsable du pôle des systèmes territoriaux
Direction du développement des capacités des territoires

Tél. : 01 85 58 62 72

Wassila MERIDJI
Gestionnaire RH

01 85 58 63 09

Candidatures (CV + lettre de motivation) à adresser à :
CGETrecrutement@cgnet.gouv.fr jusqu'au 13 janvier 2019 inclus